



Rapport Annuel 2012

peacebrigadesinternational

Promotion de la non-violence et
des droits de l'Homme depuis 1981

pbi
un espace pour la paix

Chers amis

Notre travail en faveur des droits de l'Homme ne serait pas possible sans l'engagement de volontaires, de bénévoles et de soutiens à travers le monde entier. En 2012 nous nous sommes réjouis avec nos partenaires de certains succès comme l'institution au Mexique d'un Mécanisme pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes (cf. page 9) ; malheureusement nous avons également été en première ligne pour constater que notre action est plus nécessaire que jamais.

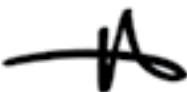
En 2012, PBI a accompagné plus de 300 militants qui risquent leur vie pour défendre les droits d'autrui, en Colombie, au Guatemala, au Mexique et au Népal. Ces personnes courageuses sont à l'origine de tous nos engagements.

PBI a également mené des missions exploratoires au Kenya, au Honduras et en Indonésie,

travail qui va être poursuivi en 2013.

Nous savons, malheureusement, que les droits de l'Homme seront encore violés en 2013 et que le mandat de PBI – qui consiste à élargir un espace où puisse se construire la paix – sera toujours d'une importance vitale. PBI va continuer à soutenir ceux qui se battent pour promouvoir les droits de la personne et la justice sociale. Toute contribution de votre part est un soutien dans la vie des défenseurs accompagnés par PBI. Veuillez comprendre cela comme une invitation à nous soutenir.

Dans la paix



Neena Acharya
Présidente de PBI

Les Brigades de Paix Internationales (PBI) veulent promouvoir un monde dans lequel les conflits sont traités de manière nonviolente, les droits humains universellement respectés, et où la justice sociale et le respect de toutes les cultures sont devenus réalité. PBI croit qu'on ne peut parvenir à une paix stable et à une résolution durable des conflits par des moyens violents.

PBI travaille dans des pays où des groupes de populations subissent violences, intimidations et répression. Nous n'intervenons qu'à la demande de défenseurs locaux, et en réponse à leurs besoins. Nous sommes convaincus que la résolution durable des conflits ne peut venir de l'extérieur mais doit être fondée sur les capacités et les aspirations de la population locale. Nous refusons de nous imposer, d'interférer ou de nous impliquer directement dans le travail des groupes que nous accompagnons. Nous n'apportons pas d'aide financière, ni d'aide au développement. L'efficacité du travail de PBI vient de ce qu'il associe une présence sur le terrain, aux côtés des défenseurs des droits de l'Homme, et des relations suivies avec un vaste réseau international de soutien.



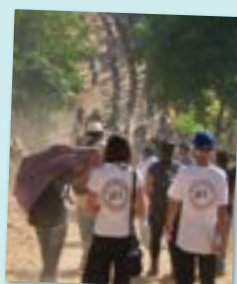
PBI en visite aux archives de la police nationale, Guatemala

Membres du Conseil International de PBI en 2012

Neena Acharya (Présidente), John Carlarne (Vice-Président), Michael Bluett (Trésorière), Ellen Kaas (Trésorière), Juliana Cano Nieto ((jusqu'en avril 2012), Paola Carmagnani, Annette Fingscheidt (jusqu'en décembre 2012), Diane Hendrik, Guro Nilsen, Gary Ockenden.

Photo de couverture

Volontaires de PBI assistant au 17ème anniversaire de la Police Communautaire de San Luis Acatlan (CRAC) dans l'Etat de Guerrero, Mexique



Sommaire

Ce que fait PBI	3
2012 en chiffres	4
Où travaille PBI	6
Plaidoyer : quelques faits saillants	8
Nouveaux développements en Amérique latine	10
Nouveaux développements en Afrique	12
Nouveaux développements en Asie	13
Nos volontaires, bénévoles et donateurs	14

Ce que fait PBI

Les défenseurs des droits de l'Homme – ces personnes courageuses qui se battent pour les droits et la dignité de leurs peuples, parce qu'elles croient que tout homme a le droit de vivre en paix dans la justice – sont au cœur de l'engagement des Brigades de Paix Internationales. PBI offre protection, soutien et reconnaissance internationale aux défenseurs qui oeuvrent, sur le terrain, dans des zones de conflit où ils sont réprimés. PBI intervient

ent à la demande de ces défenseurs, les aide à créer des liens avec l'extérieur et à faire connaître leur combat.

PBI intervient à tous les niveaux – auprès du militaire posté à un checkpoint jusqu'aux instances gouvernementales ou internationales, comme les Nations Unies – pour faire appliquer les droits internationalement reconnus. Nos équipes de volontaires internationaux témoignent que le monde observe et se tient prêt à agir.

« La protection de PBI a permis qu'il n'y ait plus de meurtres de membres de nos organisations »

Franklin Castañeda, président du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (FCSP), Colombie



2012 en chiffres

En 2012, PBI a apporté aide et protection à **130 femmes** et **183 hommes** de **54 organisations** qui défendent

les droits humains. A elles toutes, ces organisations ont soutenu des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants à qui étaient déniés le bénéfice de leurs droits fondamentaux – qu'ils soient chassés de leurs terres, que des membres de leurs familles aient « disparu », qu'ils aient été victimes de torture ou d'enlèvement de la part des forces armées.

PBI a réalisé **1,365 journées d'accompagnement physique** de défenseurs en 2012.

Nous avons effectué 1,343 visites à des organisations ou à des personnes accompagnées en 2012. Ces rencontres apportent aux défenseurs un soutien moral et des conseils pratiques. Elles visent tantôt à s'assurer « que tout va bien », tantôt à apporter des réponses adaptées à des incidents menaçant leur sécurité.

PBI a également donné des **centaines d'appels téléphoniques** pour s'informer de la situation des défenseurs et s'assurer de leur sécurité.

PBI a participé en tant **qu'observateur à 52 manifestations**, assurant une présence internationale qui aide les manifestants à se sentir plus en sécurité et réduit les risques de dérapages violents.

A la demande d'organisations de défense des droits de l'Homme, PBI a animé ou hébergé **48 ateliers pour 388 femmes et 309 hommes**: ces ateliers forment les participants à mieux assurer leur sécurité et à gérer les situations de stress et de pression psychologique.

En Colombie, au Guatemala, au Mexique et au Népal, PBI a fait part de ses préoccupations concernant les défenseurs au cours de **433 réunions avec les autorités nationales, régionales et locales**, pressant ces responsables de tenir leurs engagements à protéger les droits des populations.

Nous avons publié au moins **35 bulletins d'information et vidéos**, comprenant des interviews, les informations les plus récentes et la présentation du contexte dans lequel agissent les défenseurs avec lesquels nous travaillons. Parmi ces publications, citons un rapport complet retraçant le travail de PBI pendant ses 11 années de présence en Indonésie et une recherche sur la situation des défenseurs au Honduras. Chaque mois nous adressons aux membres de notre réseau d'appui une note donnant les dernières nouvelles concernant les droits de l'Homme. Notre accès privilégié aux sources d'information, nos analyses rigoureuses

Association Chorti New Day Campesino, Guatemala

Chorti New Day dispense des conseils et des formations aux communautés rurales de l'est du Guatemala. C'est une activité très risquée dans une région où abondent les méga-projets. En 2012, les membres de cette association ont sollicité l'accompagnement

de PBI, qui leur rend visite chaque mois. PBI a assuré une mission fondamentale en veillant au bon déroulement des procédures d'information et de « consultation collective », qui visent à permettre aux communautés d'exercer leur droit à donner un consentement libre, préalable et éclairé. En 2012, PBI a procuré à Chorti New Day 22 journées d'accompagnement.



Des volontaires de PBI accompagnent des membres de Chorti New Day à Chiquimula, Guatemala

Ateliers de formation pour des défenseurs en Colombie

En Colombie, PBI a formé 393 défenseurs (229 femmes et 164 hommes) en 2012. Ces ateliers de formation sont organisés à la demande des défenseurs et en réponse à leurs besoins. En

2012, la plupart des formations ont eu trait à la sécurité. PBI a partagé ses outils d'analyse des risques, dispensé des conseils pratiques adaptés aux besoins spécifiques des défenseurs et les a aidés à développer leur propre savoir-faire en matière de sécurité à long terme et de réponse aux situations d'urgence.



Des membres de l'Association des Paysans Fermiers de la Vallée de la rivière Cimitarra (ACVC) participent à un atelier sur les droits de l'Homme à Antioquia, Colombie.

Alerte concernant Alba Cruz de Codigo-DH, Mexique

Alba Cruz est une avocate qui se consacre aux droits de la personne et qui coordonne l'association Codigo-DH dans l'État de Oaxaca, un des États les plus pauvres et sous-développés du Mexique. Il abrite une proportion importante de population indigène, très marginalisée. Codigo-DH procure une aide juridique, un soutien psychologique, des soins médicaux aux victimes de violations des droits ainsi qu'un accès à la justice – et se bat contre l'impunité.

En mai 2012, Alba, et d'autres défenseurs de l'État d'Oaxaca avec lesquels collabore PBI, ont reçu des menaces téléphoniques. PBI a réagi en lançant une alerte auprès du gouvernement de l'État et du gouvernement fédéral. PBI a également informé diverses instances des menaces qui pesaient sur Alba : les milieux diplomatiques, les parlementaires, les autorités gouvernementales et les associations militantes. PBI a manifesté son inquiétude, pressé les responsables d'enquêter sur

et objectives sont des facteurs importants pour l'efficacité de la protection que nous apportons.

A 15 reprises, nous avons dû solliciter notre réseau d'alerte en réaction aux menaces particulièrement pressantes que devaient affronter les défenseurs que nous accompagnons.

PBI a organisé **775 rencontres avec le corps diplomatique, les Nations Unies et autres agences internationales, ainsi qu'avec des organisations locales, nationales et internationales** pour attirer l'attention sur la sécurité des défenseurs, transmettre des informations sur l'efficacité des mesures de protection et de prévention et proposer diverses mesures destinées à améliorer ces dispositifs.

PBI a organisé **des tournées de rencontres à travers l'Europe et l'Amérique du Nord pour 26 défenseurs** (13 femmes et 13 hommes) leur permettant de sensibiliser les responsables politiques à leur combat et de solliciter leur soutien. Ces tournées permettent aux défenseurs d'établir des liens avec des partenaires utiles (des parlementaires, aux militants de base) et d'obtenir des appuis politiques, des aides financières et un soutien moral.

En 2012, PBI a également étudié la situation des défenseurs de « terrain » au Honduras, en Indonésie et au Kenya pour évaluer si, et comment, ceux d'entre eux qui étaient en danger pouvaient être soutenus.



Un volontaire PBI avec Alba Cruz, Mexique

l'origine de ces menaces, d'assurer la sécurité de ces défenseurs et demandé aux autres instances de faire pression dans le même sens. Différentes ambassades, dont celle de l'Union Européenne, se sont manifestées auprès des autorités de l'État d'Oaxaca et de l'État fédéral et plusieurs organismes, comme le Bureau de Washington pour l'Amérique latine se sont également mobilisés pour Alba. A la suite de cette campagne, on a constaté quelques améliorations dans les mesures de protection dont bénéficie Alba depuis 2007 ; le Centre pour la Justice et le Droit International (CEJIL) et le gouvernement mexicain ont invité PBI à mener une analyse des risques et à faire des propositions pour amélio-

rer la protection de ces défenseurs.

PBI-Mexique a exprimé publiquement sa préoccupation pour les défenseurs d'Oaxaca, y compris à la Chambre des représentants du parlement des États-Unis et à l'occasion d'une exposition de photos marquant l'institution par le gouvernement mexicain d'un Mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes ; ces manifestations ont bénéficié d'une certaine couverture médiatique. PBI a également organisé pour Alba des tournées de plaidoyer aux États-Unis et en Europe de façon à développer les soutiens dont elle bénéficie.

Tournée de plaidoyer de Shyam Shah, Népal

Shyam Kumari Shah, une des responsables de « Mukti Nepal » travaille dans l'est du Népal sur des cas d'accusations de sorcellerie, de violence domestique, de viol, de réclamations concernant une dot et de polygamie. Elle mène des enquêtes, organise au plus près du terrain des informations sur les droits des personnes et des rencontres pour faciliter le dialogue entre victimes, police, médias et organisations de défense des droits. Son travail en faveur des victimes et pour la promotion des droits de la personne sur le terrain l'expose à des risques sérieux. En janvier 2012, Shyam a reçu de l'ambassade de France au Népal le prix des droits de l'Homme. En octobre de la même année, PBI a organisé pour elle une tournée de plaidoyer en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. En Allemagne, Shyam a participé à des rencontres organisées par PBI avec des parlementaires appartenant aux principaux partis politiques, le président de la commission parlementaire des droits de l'Homme et de l'aide humanitaire, et avec plusieurs ONG internationales implantées au Népal. Aux Pays-Bas, Shyam a rencontré des représentants du Ministère des Affaires étrangères, des parlementaires, des ONG inter-



Shyam Shah au cours d'une conférence organisée par PBI en Allemagne: « les femmes, défenseuses des droits des personnes, dans la résolution des conflits »

nationales et des bailleurs. Elle a pris la parole au cours d'une conférence organisée par PBI et un journal national a publié un article sur elle. Au Royaume-Uni, Shyam est intervenue lors d'une conférence sur les femmes défenseuses organisée par PBI avec trois autres associations (Gender Action for Peace and Security, Womankind Worldwide et Amnesty International). Ont assisté à cette conférence, des représentants du gouvernement, des Nations Unies, de l'Union Européenne ainsi que des femmes défenseuses de 11 différents pays. Pendant son séjour au Royaume-Uni, Shyam a participé à une formation sur les dispositifs mis en place par les Nations Unies pour protéger les femmes défenseuses et à un atelier « bien-être et sécurité ». Elle fut aussi « invitée d'honneur » lors d'une réception organisée à la Chambre des Lords par PBI et l'Alliance pour les avocats en danger pour leurs donateurs.

Où travaille PBI

Légende

-  Pays d'intervention de PBI
-  Groupes nationaux de PBI
-  Bureau international

Pays d'intervention de PBI

Colombie

En 2012, 34 volontaires internationaux ont accompagné 148 défenseurs investis dans une grande variété de combats, de la protection des ressources naturelles à la lutte contre les disparitions forcées. En 2013, 19 volontaires seront basés à Bogotá, Barrancabermeja et en Urabá.

Guatemala

En 2012, 9 volontaires internationaux ont accompagné 61 défenseurs travaillant sur les problèmes d'environnement et de droit de la terre, militant contre l'impunité et les méfaits de la mondialisation. En 2013, 10 volontaires seront basés à Guatemala-city et se déplaceront en province à la demande.

Honduras

En 2012, PBI a entrepris une recherche sur le terrain pour évaluer la faisabilité d'une implantation au Honduras et publié un rapport sur la situation des défenseurs. PBI projette de mettre en place un accompagnement protecteur pour les défenseurs, en réponse à leurs besoins (cf. page 11).

Indonésie

PBI a continué de suivre la situation des défenseurs, notamment en Papouasie. Nous avons entrepris une recherche approfondie pour évaluer la faisabilité d'un retour en Indonésie, et étudier comment assurer la protection des défenseurs. En 2013, PBI va travailler avec une ONG déjà établie à Jakarta pour développer un programme de protection et de formation pour des défenseurs papous (cf. page 13).

Kenya

En 2011-2012, PBI a mené et publié une enquête approfondie sur la situation des défenseurs. Des démarches ont été entreprises

pour mettre en place la première équipe PBI en Afrique. 4 volontaires expérimentés accompagnés d'un coordinateur ont commencé à travailler en janvier 2013 : ils sont soutenus par le Bureau international (cf page12).

Mexique

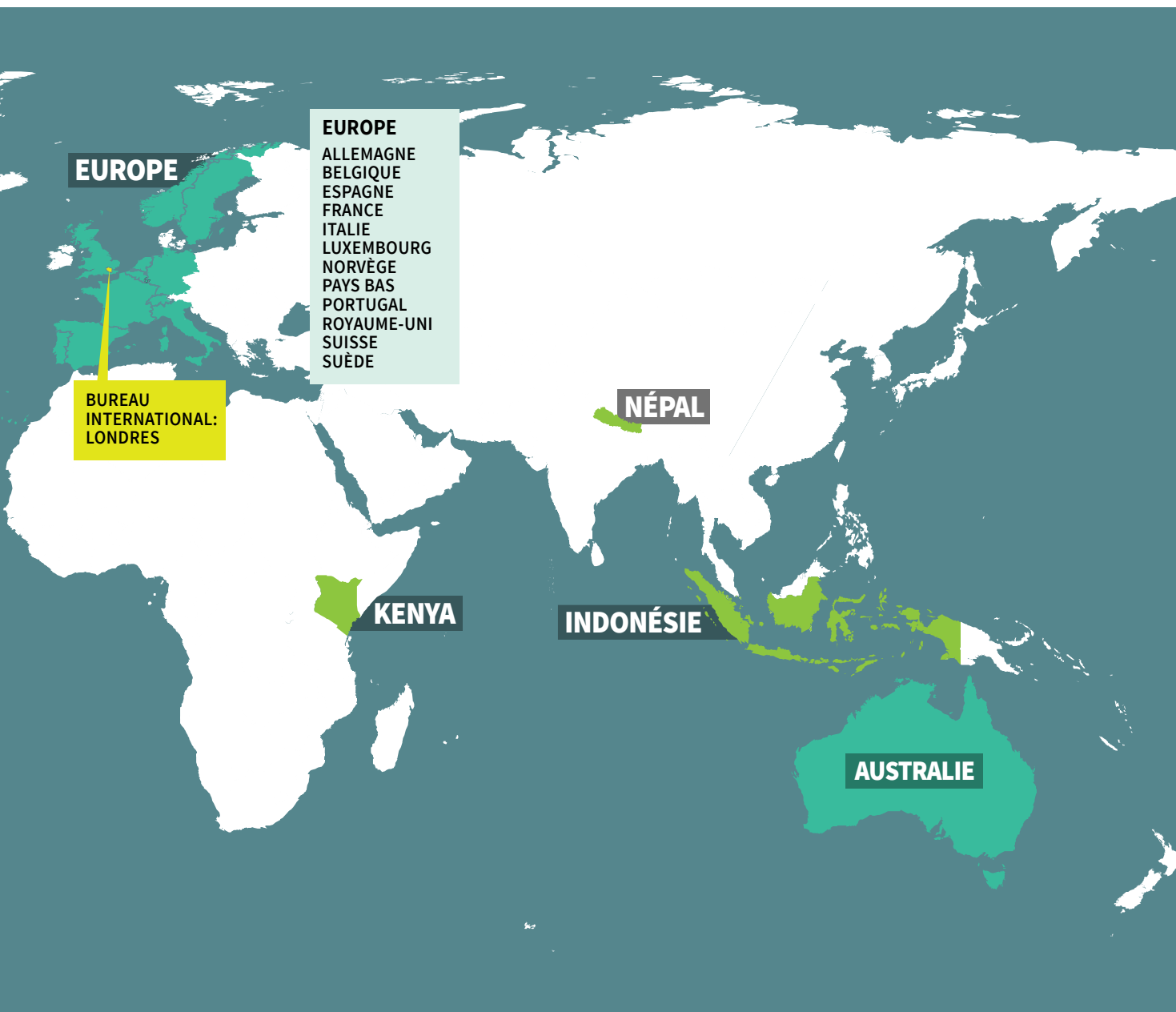
En 2012, 9 volontaires internationaux ont accompagné 64 défenseurs qui travaillent sur des questions d'impunité, de droit des populations indigènes et d'environnement. En 2013, 10 volontaires se répartiront entre trois équipes de terrain à Mexico, Oaxaca et dans le nord du pays (États de Chihuahua et Coahuila).

Népal

10 volontaires internationaux ont soutenu sous différentes formes 40 défenseurs : accompagnement, formation, consultations sur le terrain et organisation de tables-rondes. Pour prendre en compte l'influence croissante de la Chine et de l'Inde, et l'évolution dans les besoins des défenseurs, PBI a entrepris en 2012 une large analyse stratégique. Il en est résulté la décision de maintenir une équipe réduite à Katmandou qui suivra la situation politique et celle des droits de l'Homme, aidera les défenseurs à développer leurs aptitudes à être protégés et soutenus grâce à leurs liens avec la communauté internationale et leurs activités de plaidoyer (cf page 13).



les chiffres mentionnés indiquent le nombre moyen de volontaires présents à tout moment dans un programme.



Groupes Nationaux

Allemagne	États-unis	Portugal
Argentine	France	Royaume-uni
Australie	Italie	Suisse
Belgique	Luxembourg	Suède
Canada	Norvège	
Espagne	Pays bas	

Les groupes nationaux de PBI

Sans ces groupes nationaux, PBI ne pourrait pas offrir cet accompagnement protecteur international aux défenseurs des droits de l'Homme, et les soutiens internationaux qu'il peut mettre en oeuvre seraient limités. Les groupes nationaux recrutent, forment et soutiennent les volontaires. Ils lèvent des fonds pour le travail de terrain. Ils créent des liens avec les élus, les milieu diplomatiques, les avocats, juges, universitaires, les ONG, les églises, des associations et militants de base, qui tous participent au soutien des défenseurs accompagnés par PBI. Les groupes nationaux attirent l'attention du public sur les violations des droits de l'Homme et suscitent l'action de la communauté internationale.

Plaidoyer : quelques faits saillants

En 2012, des volontaires de PBI ont travaillé en Colombie, au Guatemala, au Mexique et au Népal – tous pays où les défenseurs des droits de l'Homme doivent affronter des menaces, des intimidations, du harcèlement, des arrestations et détentions arbitraires, des persécutions, la torture et la mort à cause de leurs convictions et de leur action. Notre proximité avec ces défenseurs, sur le terrain, nous permet de recueillir des informations précises et détaillées pour alerter la communauté internationale et contribuer à construire un environnement plus sûr pour ces personnes si courageuses qui se dressent pour défendre les droits des autres, souvent au prix de sacrifices coûteux pour elles-mêmes.

Les pages suivantes se proposent d'illustrer quelques faits saillants du travail de plaidoyer mené en 2012 par les groupes nationaux de PBI, en lien avec les projets de terrain.

Alerter la communauté internationale

Les groupes nationaux ont organisé des tournées de plaidoyer pour 26 défenseurs en 2012. Au Royaume-Uni et en Allemagne PBI a organisé des conférences consacrées au soutien des femmes défenseuses. PBI Espagne a organisé un séminaire sur les pratiques de criminalisation. Partout les équipes PBI suscitent des



Des membres de PBI-Allemagne lors d'une manifestation de sensibilisation, Hambourg.

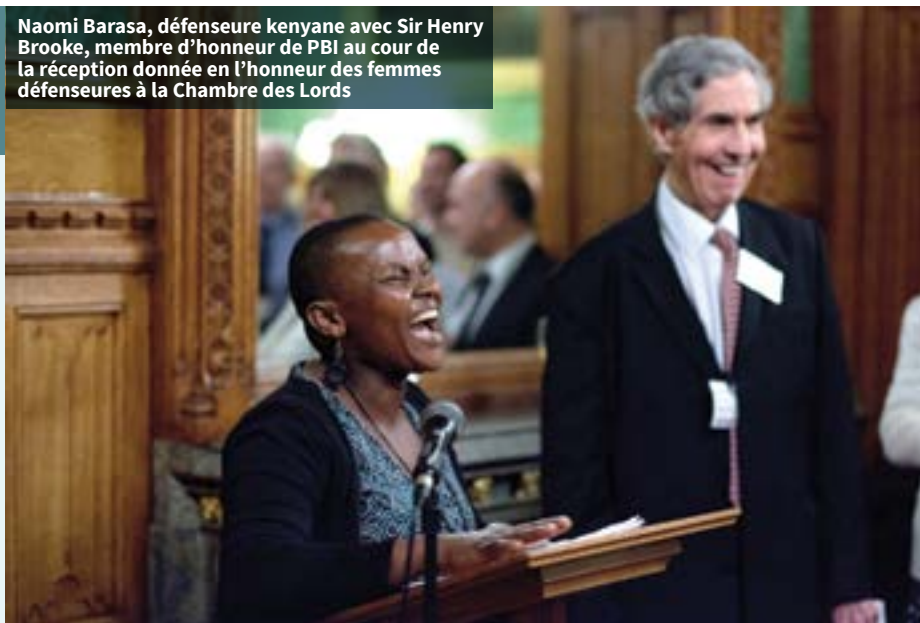
rencontres de haut niveau avec des représentants des gouvernements, des Nations Unies et de l'Union Européenne, des parlementaires et participent à des plate-formes regroupant des associations de défense des droits.

Les groupes PBI organisent des événements pour informer le public : PBI-Allemagne a organisé 28 manifestations sur des sujets allant du droit de la terre à la lutte contre l'impunité, ainsi que des ateliers éducatifs utilisant notamment un théâtre de marionnettes : plus de 7 000 enfants, adolescents et adultes ont été touchés par ces activités éducatives. Aux Pays-Bas, PBI a organisé deux « cafés des droits de l'Homme » avec des défenseurs en tournée et tenu quatre stands d'information.

Protéger et promouvoir celles qui agissent pour le changement : au Royaume-Uni, conférence sur les femmes défenseuses

Cette conférence (24 octobre 2012) a rassemblé des femmes défenseuses d'Afghanistan, Colombie, Iran, Mexique et Népal avec des professionnels travaillant dans le champ des droits de l'Homme, qu'ils soient politiques, juristes, universitaires. Participaient également des représentants des Nations Unies et de l'Union Européenne. L'objectif de ce rassemblement était de reconnaître le travail de ces femmes et de rechercher les moyens concrets de les soutenir à travers le renforcement et le développement des dispositifs existant. Cette conférence a permis de mieux comprendre les défis auxquels sont confrontées ces femmes et de renforcer les liens entre PBI et le gouvernement britannique d'une part, PBI et l'Union Européenne d'autre part. Les problèmes soulevés lors de cette conférence ont été évoqués lors d'une table-ronde organisée

Naomi Barasa, défenseure kenyane avec Sir Henry Brooke, membre d'honneur de PBI au cours de la réception donnée en l'honneur des femmes défenseuses à la Chambre des Lords



le 25 octobre au Parlement par la Commission parlementaire consacrée aux femmes, à la paix et à la sécurité. A la suite de ce travail de lobbying, le gouvernement britannique a inscrit

les « Femmes défenseuses » dans l'initiative pour prévenir les violences sexuelles, texte qu'il se propose de promouvoir lorsqu'il présidera le G8 en 2013.

Ben Leather, coordinateur du plaidoyer à PBI-Mexique avec Alejandro Cerezo Contreras (à gauche) du Comité Cerezo et Verónica Rodríguez (à droite) d'Amnesty International au Sénat mexicain.



Délégations d'avocats

De nombreux groupes nationaux de PBI travaillent de près avec les ordres d'avocats, qui se sentent solidaires de leurs confrères soumis dans leur activité à menaces, agressions, voire meurtres. En 2012, plusieurs missions ont été organisées par PBI pour des groupes d'avocats. Des membres de l'Alliance (britannique) pour les avocats en danger se sont rendus en Colombie pour étudier avec leurs confrères colombiens l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme des Nations Unies. Aux États-Unis, PBI a travaillé avec les barreaux de son pays pour adresser des lettres de soutien aux défenseurs colombiens, guatémaltèques et mexicains. Un groupe d'avocats s'est rendu au Mexique pour conseiller et soutenir des militants des droits de l'Homme à Oaxaca ; ils ont rencontré des contacts mexicains de haut niveau, des ONG et des défenseurs, et leurs interventions ont été relayées par les médias.

« Les défenseurs accompagnés par PBI me stimulent et je soutiens leur combat pour la justice en les aidant à concevoir des initiatives régionales d'avocats, à approfondir leurs arguments juridiques à l'international, en alertant l'opinion et en consolidant le soutien politique dont ils bénéficient aux États-Unis. »

DAVID BALUARTE, professeur de droit et membre fondateur du Comité de PBI réunissant des avocats des droits de l'Homme

Nouveau mécanisme de protection au Mexique : « une victoire de la société civile »

Depuis de nombreuses années, les défenseurs des droits de l'Homme au Mexique ont exprimé le besoin d'un dispositif qui les protège. Ils courent de très grands risques en menant à bien leur travail : le Mexique, pour un journaliste, est le pays le plus dangereux des Amériques. Pendant plusieurs années, défenseurs et organisations de la société civile ont collaboré – plus récemment les sénateurs mexicains se sont associés à ce travail – pour faire de la protection des défenseurs et des journalistes une réalité. PBI a soutenu les défenseurs mexicains tout au long de ce processus. En 2012, nous avons travaillé avec les ambassades au Mexique et notre réseau d'appui international pour contribuer à la réalisation de ce projet.

Le 30 avril 2012, le Congrès du Mexique a approuvé à l'unanimité la Loi pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes. Ce texte de loi avait été précédé, en mars, par la mise en place d'un dispositif de protection par le Ministère de l'Intérieur. La loi votée en avril donne à ce dispositif un fondement législatif – assurant sa pérennité quelle que soit l'évolution politique du pays. Le dispositif, en lui-même, assure la coordination des fonctions des différents services ministériels concernés par la protection des défenseurs. Il est prévu qu'un service réponde aux situations d'urgence – par des mesures parmi lesquelles la relocalisation – dans les 72 heures qui suivent une demande d'assistance. D'autres mesures de protection

sont prévues pour les cas considérés comme moins urgents. Le fonctionnement de ce dispositif sera suivi par un comité composé de 4 défenseurs, 4 journalistes et un universitaire qui vérifiera que les intentions de départ sont bien respectées. L'inauguration officielle de ce dispositif a eu lieu en novembre 2012.

PBI est fier d'avoir participé à cette importante victoire pour les droits de l'Homme au Mexique. Demeurent néanmoins de sérieux défis à relever, concernant notamment la concrétisation de ces intentions. Le dispositif doit être suffisamment financé, la coordination entre État fédéral et États fédérés, parfois tout à fait inexistante, doit être aménagée car le fonctionnement du dispositif en dépend. Le dialogue entre l'État mexicain, les défenseurs et les journalistes, essentiel pour le fonctionnement de ces mesures, doit pouvoir se maintenir dans la durée.

Au cours de la Journée Internationale des droits de l'Homme, en décembre 2012, PBI a présenté sa vidéo « Le devoir de protéger » et organisé une conférence portant sur « Le devoir pour l'État du Mexique de garantir la sécurité des défenseurs et des journalistes » afin d'encourager la mise en oeuvre effective de ce dispositif. La sous-secrétaire d'Etat aux affaires juridiques et aux droits de l'Homme, Lía Limón García, qui représentait le nouveau gouvernement du Mexique a participé à la table-ronde avec d'autres défenseurs. Elle s'est engagée à ce que son administration mette en oeuvre ce dispositif et poursuive le dialogue avec les organisations de la société civile. En 2013 PBI jouera un rôle important pour suivre l'application de ces mesures.

Nouveaux développements en Amérique latine

Cela fait 30 ans que PBI travaille en Amérique latine : pendant toutes ces années nous avons été engagés auprès des défenseurs en danger. En 2012, des

équipes de PBI étaient présentes en Colombie, au Guatemala et au Mexique et ont mené une enquête de terrain sur la situation des défenseurs au Honduras. PBI intervient toujours à la

demande des défenseurs et organise son travail en réponse à leurs besoins et en fonction de ceux-ci. On trouvera ci-dessous les nouveaux développements de l'action de PBI en 2012.

Colombie

Selon le Bureau International pour les droits de l'Homme en Colombie, les agressions contre les défenseurs ont été plus nombreuses en 2012 que lors des deux années précédentes. Les défenseurs les plus en danger sont ceux qui travaillent sur le processus de paix ou sur les cas de restitution de terres. 29 défenseurs ont été assassinés, dont 13 étaient des responsables de communautés indigènes.

PBI intervient en Colombie depuis 1994. Les défenseurs situés à Medellin et dans les environs ont bénéficié du soutien d'une équipe de volontaires depuis 2001. Pendant les 11 années de présence de PBI, la capacité des défenseurs à assurer leur propre protection s'est améliorée. Après consultation de nos partenaires, nous avons décidé de fermer cette implantation en nous engageant à apporter notre soutien quand ce serait nécessaire. Une recherche approfondie menée en 2011 nous a révélé le besoin important d'une implantation à Cali où PBI a installé une équipe de volontaires en 2012.

Au long de l'année 2012, PBI a soutenu des défenseurs dans le sud-ouest de la région du Cauca, à partir de Cali. Nous



Membres de NOMADESC accompagnés par PBI, Cauca, Colombie

avons notamment accompagné le collectif d'avocats Jose Alvear Restrepo (CCAJAR) pour l'affaire Río Anchicayá, le premier cas traité en justice concernant l'environnement, une communauté traditionnelle afro-colombienne et la société Pacific Energy. PBI a également accompagné les membres de NOMADESC (Association pour la recherche sociale) pendant les négociations de paix

entre les communautés indigènes de la région et le gouvernement colombien, faisant ainsi bénéficier toutes les organisations impliquées de son soutien et de sa protection. En août, PBI était présent lors d'une rencontre officielle au cours de laquelle les communautés indigènes de tout le pays ont formulé des propositions pour un accord de paix avec le gouvernement.

Guatemala

L'Unité pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (UDEFEUGA) a recensé 305 agressions contre des défenseurs, 60% d'entre elles concernant des défenseurs des droits des indigènes, de l'environnement et d'un développement durable.

PBI a travaillé au Guatemala de 1983 à 1999 et y est retourné en 2002. Depuis, nous avons toujours soutenu les défenseurs de ce pays. Beaucoup de ceux que nous accompagnons mettent leur vie en jeu dans leur soutien à des communautés vulnérables ; leur objectif est de garantir les droits de ces communautés indigènes face au pouvoir des multinationales et de leurs intérêts économiques.

En 2012, PBI a été sollicité par le Mouvement pour une résistance pacifique et légale de la Puya, un collectif rassemblant

membres du Mouvement pour une résistance pacifique et légale de la Puya accompagnés par PBI, la Puya, Guatemala



plus de 500 membres de communautés locales, qui proteste contre l'extension d'une mine d'or dans la région de la Puya. Les membres des communautés locales n'ont été ni informés, ni consultés et malgré leurs multiples requêtes le gouvernement n'a publié le contenu de

la licence d'extraction que bien après qu'elle ait été accordée. Les membres des communautés ont exercé leur droit de protestation pacifique en bloquant l'entrée du site. Depuis le début de l'occupation, en mars 2012, les protestataires ont reçu menaces et intimidations et on a tiré sur l'une d'entre eux, Yolanda Ouelí en juin. PBI accompagne ces manifestations depuis novembre 2012 alors que plus d'une centaine d'employés armés de l'entreprise (anciens militaires) tentent

régulièrement d'intimider et de provoquer les manifestants. PBI a également été présent lors de la première table-ronde organisée par le Comité gouvernemental pour un dialogue permanent (SNDP) en décembre et va poursuivre son accompagnement en 2013.

Honduras

Depuis le coup d'Etat de 2009, la situation des droits de l'Homme au Honduras s'est dramatiquement détériorée. Selon les Nations Unies, le Honduras est l'un des pays les plus dangereux de la planète.

En 2010, des défenseurs honduriens ont demandé à PBI de mettre en place un accompagnement international et une mission d'observation : depuis cette date nous avons travaillé dur pour enquêter sur la situation des défenseurs et leur apporter un soutien. Nous avons enquêté sur le terrain en mai 2011, puis en septembre 2012. Nous avons alors rencontré des journalistes, des juges, des salariés d'organisations de défense des droits de la personne, des représentants de mouvements d'indigènes et de petits agriculteurs, d'organisations de femmes et de syndicats. Les personnes engagées que nous avons rencontrées nous ont fait part des dangers et des menaces qu'ils doivent affronter.



Forum sur les droits de l'Homme, San Pedro Sula, Honduras, septembre 2012

«Nous avons vraiment besoin d'un accompagnement de haut niveau, comme celui que peut apporter PBI, pour assurer notre sécurité et nous permettre de continuer à travailler pour le respect des droits de l'Homme.»

Un défenseur hondurien, 2012

Beaucoup des défenseurs et des autres professionnels rencontrés durant notre mission (comme des membres des ambassades) pensent que la présence de volontaires PBI sur le terrain et l'activation de notre réseau de soutien international pourrait avoir un impact sensible et permettrait aux défenseurs de poursuivre leur engagement. A la suite de ses missions, PBI a publié un rapport et envisage d'implanter une équipe d'accompagnement protecteur 2013-2014.

Mexique

Les défenseurs mexicains affrontent des dangers qui vont des menaces de mort par téléphone aux agressions physiques, à la criminalisation, aux meurtres et disparitions forcées. Selon le comité Cerezo, 29 exécutions extra-judiciaires et 38 disparitions forcées ont été recensées entre juin 2011 et Mai 2012.

PBI travaille au Mexique depuis 1999. Au cours des dernières années nous avons reçu de plus en plus de demandes pour intervenir dans différentes régions. C'est pourquoi PBI a entrepris une recherche et mené un certain nombre d'interviews avec d'autres ONG et avec les autorités pour évaluer, dans différentes régions, la situation politique, la sécurité, les risques encourus par les défenseurs locaux, et si le soutien et les moyens d'une présence internationale semblaient disponibles pour contribuer à la réduction de ces risques. A la suite de cette étude, PBI a retenu cinq États où les défenseurs sont très menacés, où la nécessité d'une présence de la communauté internationale était évidente et où la sécurité d'une organisation internationale ayant l'expertise de PBI était envisageable. Nous nous sommes ensuite rendus dans ces cinq États – Basse Californie, Chihuahua, Coahuila, État de Mexico et Puebla – pour rencontrer des défenseurs et



Posters représentant des disparus devant le bureau du procureur, Chihuahua, Mexique

d'autres responsables locaux, nous faire une idée plus précise de la situation locale et des besoins.

En 2013, PBI va implanter une équipe de volontaires dans les États de Chihuahua et Coahuila (nord du Mexique). Cette équipe de terrain va proposer un accompagnement protecteur à des

défenseurs qui travaillent avec des populations parmi les plus vulnérables du Mexique : migrants, victimes de la violence de genre, familles de disparus et tous ceux qui mettent en cause la militarisation et les abus des autorités.

Nouveaux développements en Afrique

Kenya

PBI intervient dans des pays où les communautés subissent de violents conflits, des actes d'intimidation et de répression et où les défenseurs des droits de l'Homme font face à de sérieuses menaces. Au Kenya, où la majorité de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté de 1\$ US par jour, les violations des droits de la personne sont très nombreuses. PBI s'est rendu au Kenya fin 2011 pour voir quels étaient les besoins de protection et si sa pratique d'accompagnement protecteur pouvait être efficace.

Risques

Au Kenya, par exemple, les défenseurs locaux luttent contre l'impunité et pour l'égalité des droits en faveur des femmes, des membres des communautés LGBTI et des résidents des bidonvilles qui vivent dans une extrême pauvreté. Leur travail les expose à des menaces comme des filatures, le saccage et le cambriolage de leurs bureaux, le piratage de leurs ordinateurs, les arrestations arbitraires, particulièrement au cours de manifestations pacifiques, souvent accompagnées par le refus de libérations sous caution et par des demandes de pots-de-vin. Les femmes défenseurs qui

travaillent dans les bidonvilles de Nairobi sont exposées au viol et autres formes de violences sexuelles. Les personnes LGBTI sont régulièrement harcelées par la police, détenues sans jugement, discriminées, et violentées. S'ajoutent à ces agressions directes des formes plus sophistiquées de répression comme la criminalisation sans fondement. Ce climat de peur et ces méthodes de répression peuvent empêcher ou handicaper le travail des défenseurs kényans.

«Je ne suis pas en sécurité, et ceux que je défends ne le sont pas non plus»

Une femme défenseur dans les bidonvilles de Nairobi

Besoins de protection

Les défenseurs kényans nous ont dit qu'ils apprécieraient l'implantation de PBI au Kenya. Nous pourrions les aider à développer des réseaux de niveaux régional et international, et accroître leur reconnaissance par la communauté internationale. Ils seraient intéressés

par les ateliers de formation à la sécurité et le suivi qui leur est donné ainsi que par l'accompagnement protecteur.

Les élections accroissent les risques encourus par les défenseurs

Les élections présidentielles de 2007 ont déclenché des tensions de longue durée et rallumé un cycle de violence électorale. Des conflits ethniques ont surgi à travers le pays avec leurs cortèges de meurtres, de violences sexuelles, de vandalisme et de pillages. Ils ont causé plus de 1 100 meurtres, des milliers de personnes blessées et entraîné le déplacement de quelques 350 000 personnes. On peut craindre que les élections présidentielles de 2013 entraînent un regain de violence et de répression.

PBI au Kenya en 2013

C'est ce moment crucial que PBI a choisi pour implanter sa première équipe en Afrique, en janvier 2013. Nous espérons qu'une petite équipe de 4 volontaires expérimentés, adossée à notre réseau de soutien international, pourra apporter une aide réelle aux défenseurs kényans. Cette équipe sera chargée, en outre, de réfléchir à la mise en place d'un programme de soutien aux défenseurs du Kenya et des pays voisins, sur le long terme.



Une volontaire de PBI avec une défenseur, Nairobi, Kenya

Nouveaux développements en Asie

Indonésie

PBI est intervenu en Indonésie de 2001 jusqu'au début de 2011. Depuis cette date, PBI a continué à suivre la situation des défenseurs, particulièrement en Papouasie, et leur a donné la possibilité de partager leur expérience et de créer des liens avec la communauté internationale. En 2012, nous avons constaté un niveau croissant de crainte et d'instabilité en Papouasie.

En septembre 2012, PBI s'est rendu en Indonésie pour évaluer où et comment nous pourrions soutenir des défenseurs en 2013 et au-delà. Nous avons rencontré des militants papous de base et des ONG, des ONG internationales et des diplomates. Nous avons également organisé à Jakarta un atelier de formation pour des défenseurs papous. Cet atelier était consacré à la sécurisation des relations internet, insistant sur l'importance de sécuriser les communications et de réduire les risques dans ce domaine. Dans cet environnement où ils étaient en sécurité, à des milliers de kilomètres de Papouasie, les défenseurs ont pu parler ouvertement de leur situation et de leurs besoins avec PBI.

Les défenseurs papous ont demandé à PBI d'accroître leur savoir-faire pour suivre une situation, la documenter, la faire



Défenseurs papous au cours d'un atelier de formation à Jakarta

connaître et pour développer leurs réseaux de relations nationales et internationales en matière de plaidoyer et de protection. Leurs insuffisances dans ces domaines, disent-ils,

affectent leur capacité à mener leur travail avec efficacité. En 2013, PBI va collaborer avec un partenaire local pour tenter de répondre à ces besoins.

Népal

PBI est implanté au Népal depuis 2005, date à laquelle le pays émergeait d'une guerre civile longue de 10 ans qui avait fait 13 000 morts et 1 500 disparus. Depuis cette date, des acteurs nationaux et internationaux ont fait pression pour que s'installe un processus de paix et que le pays sorte de l'impasse politique qui le paralyse. Pendant ce temps, justice n'a pas été rendue à tous ceux qui ont souffert de violations de leurs droits. Ce climat crée des risques pour les défenseurs népalais. Ceux qui luttent contre l'impunité ou contestent les normes culturelles ou sociales sont particulièrement vulnérables.

En 2012, PBI a soutenu les défenseurs népalais en organisant des formations à la sécurité, des rencontres publiques entre représentants des autorités et des organisations locales de défense des droits de l'Homme, en assurant des accompagnements protecteurs. PBI a également publié un rapport et produit un film sur la situation des femmes défenseurs,



Un gilet de volontaire, Népal

mettant en lumière les difficultés qui leur sont propres.

En 2011-2012, les besoins des défenseurs népalais ont évolué. En outre, il est devenu plus difficile pour des organisations internationales (dont PBI) de rencontrer des représentants du gouvernement et de relayer auprès des pouvoirs publics la situation des défenseurs et les préoccupations de la communauté internationale, un aspect fondamental de l'accompagnement protecteur que nous proposons. Nous avons donc, en 2012, réfléchi avec les défenseurs et autres parties prenantes au meilleur moyen de soutenir les défenseurs népalais dans ce nouveau contexte. Cette réflexion est à la base de nos projets pour 2013.

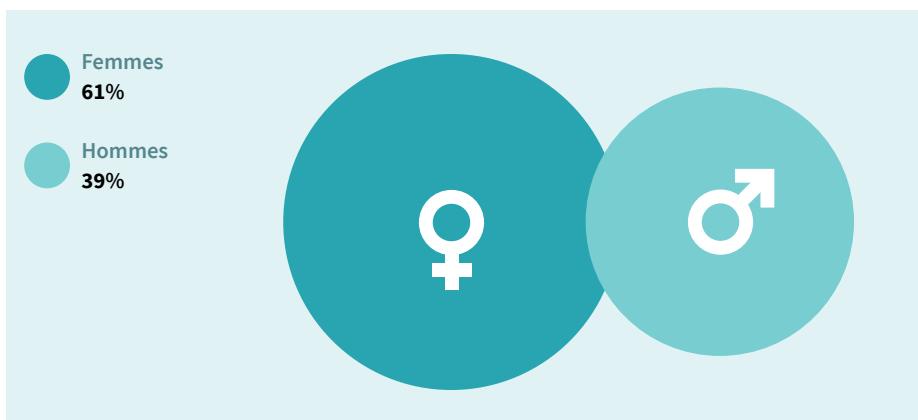
En 2013, le soutien de PBI aux défenseurs visera à s'assurer qu'ils développent des outils et des réseaux qui leur permettent d'assurer eux-même leur protection. Nous assurerons également des activités de plaidoyer international et voulons explorer comment soutenir au mieux ces défenseurs à long terme.

Nos volontaires, bénévoles et donateurs

En 2012, PBI a bénéficié de l'engagement de 460 volontaires et bénévoles, dans les pays d'intervention, les groupes nationaux et au Bureau international de Londres.

381 bénévoles ont animé 16 groupes nationaux et le Bureau international en 2012.

101 volontaires ont contribué à la protection de 313 défenseurs des droits de l'Homme sur le terrain.



Ces volontaires venaient de



Nous tenons à remercier les nombreux organismes et personnes individuelles qui ont financièrement contribué en 2012 à la vie de PBI, parmi lesquelles :

Agencia Catalana de Cooperación al Desarrollo; Amnesty International Australia; Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID); Ayuntamiento de Barcelona; Ayuntamiento de Pamplona; Ayuntamiento de Santander; Ayuntamiento de Valladolid; Basilian Fathers Human Development Fund; Berti Wicke Foundation; Bread for the World; Broederlijk Delen; Canadian Auto Workers Social Justice Fund (CAW); Catholic Church Pieterlen-Lengnau; Christian Aid; Civil

Peace Service; Diputación de Valladolid; European Union – European Instrument for Democracy and Human Rights; Fair Share Foundation; Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO); Fondo Cantabria Coopera; Fribourg Solidarity; Fund for Nonviolence; German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ); German Federal Foreign Office; Gobierno de Navarra – Mugarik Gabe; Hartstra Foundation; ICCO and Kerk in Actie; Iglesia Valdés; Institute for Foreign Cultural Relations (ifa), zivik programme (Civil Conflict Resolution); Intermon-AECID; International Youth Volunteer Service (IJFD); International Solidarity Service – Switzerland Canton Geneva; Irish Aid – Civil Society Fund; Maya Behn-

Eschenburg Foundation; Mensen met een Missie; Misereor; Municipality Plan-les-Ouates; Municipality of Renens; Municipality Wallisellen; Non Violence XXI; Oxfam Solidarité/Solidariteit; Protestant Church St. Gallen-Tablat; Swedish Amnesty Fund; Swiss Federal Department of Foreign Affairs; Switzerland Canton Bern; Switzerland Canton Vaud; The British Embassies in Mexico and Nepal/ Foreign and Commonwealth Office; The Canadian Embassy in Mexico; The Dutch Embassy in México; The Foreign Ministry of Norway; The Norwegian Embassy in Mexico; The Overbrook Foundation; The Sigrid Rausing Trust; The Tolkien Trust; United Evangelical Mission; weltwaerts

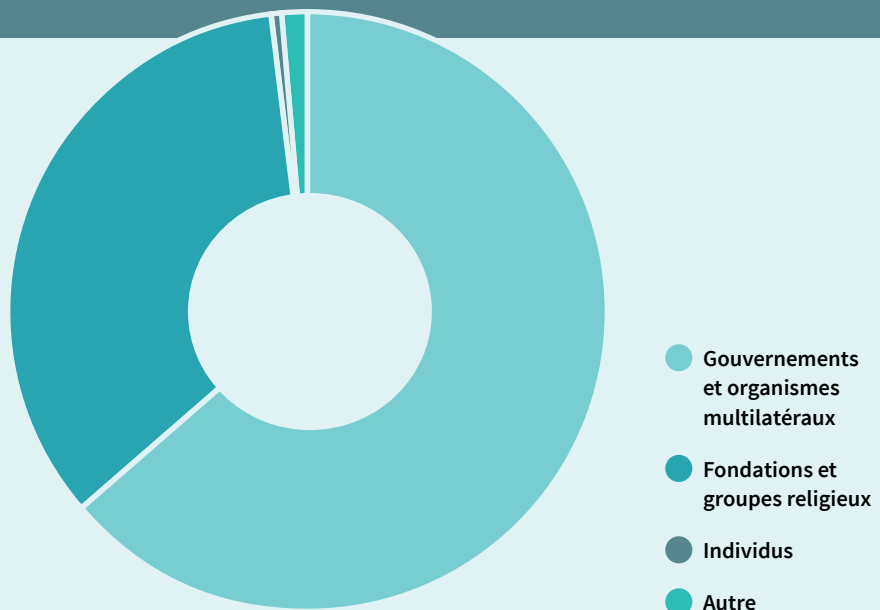
Sans les centaines de personnes et d'organismes qui soutiennent PBI avec leur temps, leur énergie et leurs contributions financières, le travail de PBI en faveur des droits de l'Homme ne serait pas possible. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

Ressources en 2012*: \$3,221,675

Qui finance PBI

Notre travail de protection des défenseurs est financé par des particuliers, des fondations, des églises, des instances gouvernementales et des organisations transnationales.

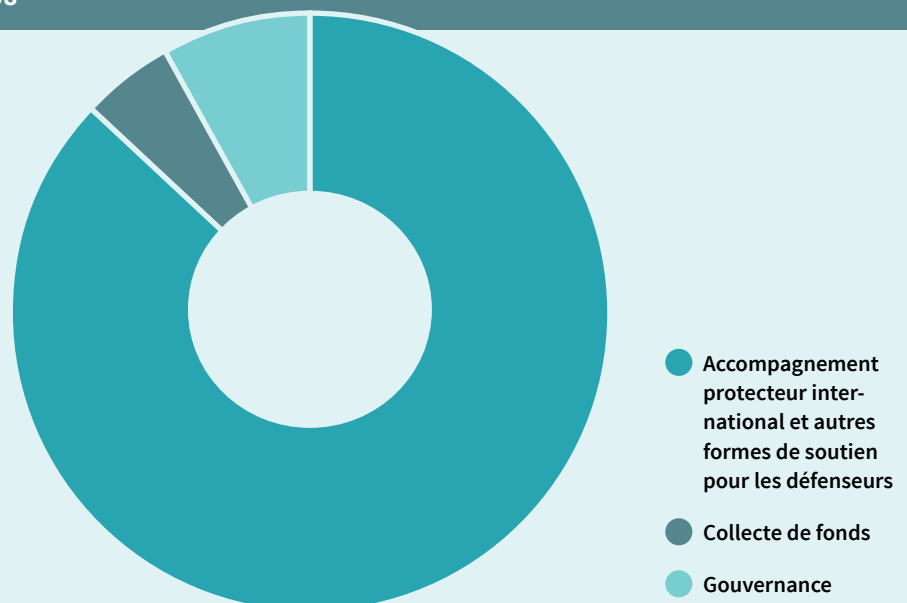
La majeure partie des fonds est collectée par les groupes nationaux qui sont en étroites relations avec nos donateurs en Argentine, Australie, Belgique, au Canada, en France, en Allemagne, en Italie au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Norvège, au Portugal, en Espagne, en Suisse, en Suède, au Royaume Uni et aux Etats-Unis d'Amérique.



Total des charges en 2012*: \$3,124,458

Comment sont dépensés les fonds reçus

Pour chaque dollar reçu, 87 cents sont utilisés directement pour notre travail en faveur des droits de l'Homme et 13 cents pour l'administration et la recherche de fonds.



*Tous les chiffres sont exprimés en dollars US et soumis à audit. Ces données ne tiennent pas compte des budgets des groupes nationaux qui sont des entités juridiques autonomes



peacebrigadesinternational

Promotion de la non-violence et
des droits de l'Homme depuis 1981
www.peacebrigades.org

PBI: Contacts

Groupes nationaux de PBI

Allemagne

Harkortstrasse 121,
22765 Hamburg, Germany
TEL +49 40 3890 43710
EMAIL info@pbi-deutschland.de

Argentine

EMAIL pbienargentina@yahoo.com.ar

Australie

PO Box 2172, 124 Napier St,
Fitzroy MDC
Victoria 3065, Australia
TEL +61 (0) 407 815 333
EMAIL info@peacebrigades.org

Belgique

11 Rue de la Linière,
1060 Brussels, Belgium
TEL +32(0) 2609 4400
EMAIL pbibelgium@scarlet.be

Canada

145 Spruce Street, Suite 206,
Ottawa, Ontario
K1R 6P1, Canada
TEL +1 613 237 6968
EMAIL info@pbicanada.org

État espagnol

C/ Gral. Dávila 242 B, 4º B,
39006 Santander, Spain
TEL +34 942 07 10 96
EMAIL admin@pbi-ee.org

Etas-Unis d'Amérique

1326 9th St, NW
Washington DC 20001, USA
TEL +1 202 232 0142
EMAIL info@pbiusa.org

France

21 ter rue Voltaire
75011, Paris, France
TEL +33 14373 4960
EMAIL pbi.france@free.fr

Italie

Via Asiago 5/A, 35010,
Cadoneghe (PD), Italy
TEL +39 328/3210543
EMAIL info@pbi-italy.org

Luxembourg

EMAIL pbilux@yahoo.com

Norvège

Fredshuset
Møllergata 12, 0179 Oslo, Norway
TEL +47 95 87 71 17
EMAIL kontakt@pbi.no

Pays-Bas

Oudegracht 36
35 11 AP Utrecht, The Netherlands
TEL +31 616 49 82 21
EMAIL info@peacebrigades.nl

Portugal

EMAIL finanzas@pbi-mexico.org

Royaume Uni

1B Waterlow Road
London N19 5NJ, UK
TEL +44 (0)20 7281 5370
EMAIL susibascon@peacebrigades.org.uk

Suède

Blomstigen 3,
S-424 37 Angered, Sweden
EMAIL internationalcontact@pbi.nu

Suisse

Gutenbergstrasse 35
3011 Bern, Switzerland
TEL +41 31 372 44 44
EMAIL info@peacebrigades.ch

Bureau international de PBI

Development House
56-64 Leonard Street,
London EC2A 4LT, UK
TEL + 44 (0) 20 7065 0775
EMAIL admin@peacebrigades.org